

CIBLE

Révolte

Selon une enquête d'opinion, quatre-vingt huit pour cent des Français auraient approuvé le blocage des raffineries organisé par diverses corporations.

Si on conteste la technique sondagière – c'est notre cas – ce chiffre est à ranger avec précautions parmi les indications de tendance. Mais comme ceux qui croient aux sondages sont plus nombreux que ceux qui n'y croient pas, force est de considérer que l'illusion crée une sorte de réalité, un semblant de vérité. Ce qui pose un sérieux problème car cette solidarité à 88 % constitue un total désaveu des choix du gouvernement. Le Premier ministre devrait par conséquent réorienter complètement sa politique.

Lionel Jospin, qui a dispersé les frondeurs par de classiques expédients, ne changera pas de ligne de conduite. Mais cette inertie l'expose à subir d'autres explosions de mécontentement. Une fois de plus, il est prouvé que seules les démonstrations de force et les opérations violentes font reculer le gouvernement. Et la sympathie massive qui, depuis 1995, va à tous ceux qui peuvent exprimer leur colère, semble bien exprimer un immense désir de révolte.

RÉFÉRENDUM

Votez NON

Débat

**L'idée de
République**

p. 6/7

Jospinie

**Catch à
quatre**

p.4

A propos de l'Alsace

A la suite de l'entretien avec Robert Grossmann que nous avons publié dans *Royaliste* n° 752 sous le titre de *Main basse sur l'Alsace* ! nous avons reçu de M. André Weckmann, qui avait été mis en cause, une mise au point que nous publions ci-après accompagnée de la réponse que Robert Grossmann a bien voulu lui faire.

Lettre de M. André Weckmann

Dans votre bimensuel n° 752 vous publiez sous le titre « *Main basse sur l'Alsace* » une interview de M. Robert Grossmann, auteur du libelle « *Main basse sur ma langue* ». En page 7, M. Grossmann émet des contre-vérités calomnieuses me concernant ainsi que mes deux collègues écrivains Adrien Finck et Conrad Winter.

Il nous accuse d'évoquer l'idéologie nazie du « *Blut und Boden* » (le sol et le sang) et de cultiver la nostalgie du passé allemand, ce qu'il aurait découvert dans un article nous concernant, publié dans la revue d'une fondation allemande. Ceci est absolument faux.

1) Nous n'avons aucune influence sur le contenu de cette publication et n'y avons jamais publié. Le sens des courts extraits de nos poèmes repris par cette revue, sortis de leur contexte, a été déformé grossièrement par M. Grossmann.

2) Le lecteur objectif et de bonne foi ne trouvera nulle

part dans nos écrits ne serait-ce qu'un soupçon de nostalgie d'un passé allemand, fut-il lointain ou récent.

3) En ce qui me concerne personnellement, je tiens à signaler que mon parcours depuis 1940 est sans équivoque. Mes premiers poèmes, en alsacien et en français, sont une charge violente contre le nazisme. Par la suite : refus d'entrer dans une formation nazie obligatoire, incorporé de force dans la Wehrmacht, évadé, trois mois de clandestinité, puis chef-adjoint d'un groupement FFI, titulaire du Certificat de Résistance. Mon engagement contre le nazisme d'hier et les idéologies d'exclusion d'aujourd'hui est une des sources d'inspiration de mon œuvre littéraire, que ce soit en français, en allemand standard ou en dialecte alsacien. Si je milite pour un bilinguisme franco-allemand en Alsace, je le fais aussi, et avec un certain succès, pour l'enseignement du français dans les régions frontalières allemandes.

Vous servirez la crédibilité de votre publication en insérant cette mise au point. Et je me tiens à votre disposition

pour tout renseignement complémentaire et explicite concernant ces trois points.

André Weckmann

Réponse de Robert Grossmann

1) J'enregistre les protestations de monsieur Weckmann et je considère qu'elles expriment le refus de toute assimilation de ses écrits et de ceux de ses deux autres collègues, messieurs Finck et Winter, au pan germanisme et à l'idéologie nazie.

Je regrette cependant qu'il n'ait pas tout aussi vivement protesté d'avoir été cité et élogieusement commenté dans une revue (*Studien der Erwin von Steinbach Stiftung* band 5 - 1984) qui le fait voisiner avec l'ancien maire nazi de Strasbourg, Robert Ernst, qualifié de « patriote alsacien ». Qui ne dit mot...

2) Comment interpréter ces vers de monsieur Weckmann, cités dans la revue en question ? *Wir sind diejenigen die das sein müssten was wir nicht sein dürfen um endlich zu sein* (Nous sommes ceux qui devraient être ce qu'ils n'ont pas le droit d'être pour être enfin) et *Wir waren einst, wir könnten es wieder werden wenn wir es nur wollten* (Nous étions jadis, nous pourrions être à nouveau pourvu que nous le voulions). Ou encore ceux de monsieur Fink *Wir könnten die Geschichte neu anfangen, besser machen, ein land eine Sprache sein, hinter der Heidenmauer uns lieben lernen und dann die Grenze sprengen, schaffen still den bund* (Nous pourrions recommencer l'histoire, l'améliorer, être un pays une langue, apprendre à nous aimer derrière le mur païen puis

faire sauter les frontières, travailler en silence à notre union).

Au minimum ces vers traduisent une réelle nostalgie soulignée par l'auteur exégète de cet article, Michael Ertz, qui se propose d'accompagner nos trois poètes sur le *Heimweg*, le chemin du retour à la maison. Où, diable, seraient-ils donc en exil ?

Admettons qu'il s'agisse là d'un article malheureux, paru dans une revue malheureuse.

3) Je prends acte pour ma part des éléments de biographie qu'expose monsieur Weckmann mais rien ne l'empêche, aujourd'hui encore, de protester contre l'usage qui a été fait de ses vers dans une revue ostensiblement nostalgique du passé allemand et nazi de l'Alsace.

Quant au succès de son militantisme en faveur de la langue française dans les régions frontalières de l'Allemagne, que l'on consulte donc les statistiques. Elles sont éloquentes. L'anglais supplante partout le français dans les écoles et les lycées. En ce qui concerne l'enseignement bilingue de type 13/13, treize heures en français, treize heures en allemand, tel qu'il se pratique en Alsace et tel que souhaitent le généraliser les militants de l'allemand, il n'y en a pas la moindre trace dans les régions frontalières allemandes. Les élus Badois viennent d'adopter tout récemment des dispositions incitant les élèves à « apprendre la langue du voisin ». Ils reconnaissent que s'ils ne rencontrent pas le succès espéré cette initiative est vouée à l'échec. Là encore je souhaite sincèrement bonne chance à monsieur Weckmann dans ses initiatives.

Robert Grossmann

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 Bimensuel Directeur: POLYMER BERTHOLD TROUVÉ
 SOMMAIRE : p.2 : A propos de l'Alsace - p.3 : Petite leçon de démocratie... - Un pôle à gauche - p.4 : Niche - Catch à quatre en jospin - p.5 : Tilkunn Olam - p.6/7 : Notre tradition républicaine - p.8 : Souveraineté politique - Affronter la misère - p.9 : L'effacement de l'avenir - p.10 : Mystère - Une femme et son Dieu - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Votez NON!
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone: 01 42 97 42 57
 Télécopie: 01 42 96 05 53
 Dir. publication: Yvan AUMONT
 Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Petite leçon de démocratie...

Il est certes fatigant d'avoir à rabâcher toujours les mêmes évidences, mais il n'est pas non plus possible de laisser passer de grossières contre-vérités, surtout lorsqu'elles sont assénées par les plus hautes autorités de ce pays.

Le 14 juin dernier, lors de l'ouverture du débat sur le quinquennat à l'Assemblée, nationale, Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, a défendu le projet de réduction à cinq ans du mandat présidentiel en invoquant deux raisons : le quinquennat est « plus démocratique » que le septennat, « héritage des monarchies », puisqu'« il donne aux citoyens la possibilité d'exercer plus souvent l'un de leurs droits fondamentaux ». Et il donnera « plus de cohérence » au système en « harmonisant la durée des différents mandats électifs ».

Est-ce à dire que les monarchies parlementaires européennes (sept pays sur quinze...) où le chef de l'État héréditaire assume, sa vie entière, la magistrature suprême, ne sont pas des démocraties à part entière ?

Est-ce plus démocratique que le chef de l'État, par l'harmonisation de la durée des mandats législatif et présidentiel, devienne avant tout le chef d'un parti, sorte de super Premier ministre avec tous les pouvoirs ? Est-ce plus démocratique un chef de l'État élu qui ne représente qu'un quart ou, au mieux, une moitié des citoyens de son pays ?

Ou n'est-il pas plus démocratique, que le chef de l'État symbolise réellement l'unité de la nation, au service de tous les citoyens, au-dessus des partis politiques, des intérêts particuliers et partisans,

comme garant de la démocratie, de la justice et des libertés, comme arbitre au service du bien commun, de la *respublica* ? C'est ce qui se passe normalement dans une monarchie parlementaire ou, dans une moindre mesure, dans les institutions de la Ve République telles que les avait voulues le général de Gaulle.

Quelques exemples : laisser entendre, que le Royaume-Uni où est né le parlementarisme, que l'Espagne où le Roi a rétabli et garanti la démocratie, que la Belgique où le Roi fédère les diverses communautés du pays, seraient moins démocratiques que d'autres États de l'Union européenne, sous prétexte que la durée des fonctions exercées par le chef de l'État (de fait et pour cause, non élu mais légitimé par le consentement populaire) dépasse largement cinq, même sept années, n'est tout simplement pas sérieux de la part du garde des Sceaux.

Il serait souhaitable que nos dirigeants se soucient davantage de l'intérêt national lorsqu'ils s'interrogent sur la durée du mandat présidentiel, qui est intimement liée à la fonction et au rôle que doit exercer le chef de l'État, plutôt que de pervertir l'esprit de la Constitution à des fins politiques, pour de petits intérêts bien compris, qui ont peu de chose à voir avec un réel souci démocratique.

Denis CRIBIER

Un pôle à gauche

Enfin un ministre qui démissionne ! Le départ de Jean-Pierre Chevènement déstabilise Lionel Jospin et permettra un rassemblement de patriotes de gauche, mais rien qu'à gauche.

Il est parti. Nous aurions préféré qu'il claque la porte au premier jour de la guerre du Kosovo mais c'est l'Histoire qui jugera des raisons qui ont conduit le ministre de l'Intérieur à siéger aussi longtemps dans un gouvernement qui s'est engagé, dès le début, sur la voie du reniement.

Toujours est-il que cette démission est une bonne nouvelle. Le départ de l'ancien compagnon de François Mitterrand pourrait en effet permettre le développement d'un mouvement patriotique de gauche plus riche de sens et plus cohérent que la mouvance qui s'agite autour de José Bové. Nous écrivons cela d'autant plus tranquillement que la Nouvelle Action royaliste ne souhaite pas participer à ce rassemblement (elle ne se situe pas dans la tradition nationaliste jacobine), et qu'elle n'y est pas souhaitée car le chevènementisme, comme tout républicanisme, tend, indûment, à incarner la République en tant que telle.

Cependant, il y a lieu de remarquer que le rassemblement nécessaire des antilibéraux de gauche n'aura pas de portée si le Mouvement des Citoyens (MDC) reste dans l'ambiguïté. Comment peut-on mener le combat antilibéral si on continue à soutenir la politique ultra-libérale du gouvernement et si on décide d'entrée de jeu de voter le budget du blairiste Fabius ? Comment soutenir l'artisan

d'un processus (sur la Corse) qui est la cause immédiate de la démission du ministre de l'Intérieur ?

Le « soutien vigilant » de Jean-Pierre Chevènement à Lionel Jospin s'explique évidemment par le souci de préserver les intérêts du MDC aux prochaines municipales, ce qui atténue la force d'une conviction qui pourrait modifier de façon intéressante les rapports de force. Mais il serait hasardeux de croire que Jean-Pierre Chevènement prendra toute sa liberté après les municipales : il y a les législatives, pour lesquelles le Parti socialiste reste maître de la distribution des sièges, et surtout la présidentielle. Il est probable que Jean-Pierre Chevènement se présentera au premier tour en 2002, et se ralliera à Lionel Jospin au second, en espérant peser plus lourd dans la nouvelle majorité présidentielle en cas de victoire de la gauche. Libéré de l'hypothèque de Villiers, Charles Pasqua aura vraisemblablement une attitude similaire : fédérer sur son nom les patriotes de droite et porter sa moisson de voix du premier tour à Jacques Chirac.

Le quadrille est donc en place et personne ne s'intéresse aux entrecuils que le souverainiste Paul-Marie Couteaux exécute dans les coulisses pour séduire les « républicains des deux rives ». La logique de l'élection est implacable.

Maria DA SILVA

Niche

Tout à coup, on a eu très peur. Paisibles, vaguement complaisants, on assistait en direct sur TF1 au mouvement de blocage des raffineries.

En ce haut lieu de la conscience nationale - TF1, pas la raffinerie de Knock-le-ma) Zoute -, pour une fois on ne plaignait pas les Français pris en otages, on réclamait la baisse des taxes. Les yeux dans les yeux de Jean-Pierre Pernod, la tête dans les nuages de gazole, on était dans le tout-auto et dans le tout-camion quand les Verts firent irruption dans le champ audiovisuel. Dame Voynet, appri-mes-nous, était rouge de colère : après la suppression de la vignette automobile, les négociations sur la taxe pétrolière passaient les bornes du tolérable. Les Verts jugeaient « inacceptables » et « contradictoires avec l'intérêt général » les concessions faites par le gouvernement.

Allaient-ils claquer la porte, à la suite de Chevènement ? On se fit très peur, lorsqu'on apprit à 20 heures qu'il y avait réunion de crise de la verdure. Chiche ? Pas chiche ? On fut soulagé à 20 h 05, lorsque, vert de rien, Noël Mamère déclara en entrant au ministère qu'il n'y aurait pas de démission. La suite des non-événements confirma que l'inacceptable était accepté, et qu'on continuerait en compagnie de Lionel Jospin de bafouer l'intérêt général. Les bonnes idées des Verts (sur la limitation de la circulation des voitures dans les villes, sur le transport par fer) ne pèsent pas lourd quand on réfléchit en termes de fauteuils ministériels et de sièges aux municipales.

Les Verts ? Nature-niche !

S.F.

Catch à quatre en jospinie

A peine revenue de Pougne-Hérison, petite commune française qui est comme chacun sait le Nombriol du Monde, Sylvie Fernoy s'est mise à l'écriture d'un Drame en trois actes qu'elle compte faire jouer au prochain festival nombrilique. En voici l'esquisse.

Ouverture : L'Internationale, chantée par l'Amicale des Anciens Trotskistes.

◆ **Acte I :** Fabius prend la pose

Scène 1 : le tueur au visage lisse.

Dans son appartement, face au Panthéon, Laurent-le-Soporifique apparaît tel qu'en lui-même. A mi-voix, il se demande à quel moment il pourra suriner Lionel. La zone-cible est choisie : la pointe se fichera dans le dos. Son complice Bartoloneo assure que, pour plus de sûreté, il liera les jambes du Premier ministre. Pour que nul ne comprenne, le complot ainsi ourdi se déroule en ourdou.

Scène 2 : l'énarque farceur.

Bercy. Entouré de ses conseillers, l'Innocent à la Bourse Pleine explique que la baisse des impôts de 120 milliards ne relève pas de la gestion financière ni de l'orthodoxie libérale. Il s'agit de priver la droite d'un thème de campagne, de l'asphyxier par la surenchère démagogique. Accessoirement d'opposer Fabius-le-Magnifique à Jospin-le-Coïncé.

Scène 3 : le muet de sérail

Les largesses accordées aux uns et pas aux autres provoquent la fureur des patrons-routiers, artisans-taxis, auto-écoliers, ambulanciers, agriculteurs, grutiers, marinières, voyagistes. Ils crient. Fabius Conscriptor passe silencieusement, déguisé en violette, et se love sous un canapé.

Intermède : Chevènement prend ses cliques. La porte fait clac. Le public applaudit l'homme sorti du cloaque.

◆ **Acte II :** Jospin tient la corde

Scène 1 : République folies à La Rochelle.

A l'université d'été socialiste, la jospinie observe que l'homme de Matignon a prononcé 28 fois le mot de République (les courtisans disent 30) et pas une fois le mot de « modernité ». Une journaliste demande qu'on fasse le point sur la Nouvelle alliance promise l'année dernière aux classes populaires et aux exclus. Le rideau tombe sur la pauvre femme, et l'étouffe.

Scène 2 : le cortège des mécontents passe et repasse.

Bruits de pompes à sec et de bidons vides. Un clown pathétique - Julien Dray - bondit en criant qu'on assassine Allende. Il est prié de remettre ses montres à l'heure.

Scène 3 : Pinpin pique sa crise.

En direct de Matignon, Lionel Jospin est en rogne contre la grogne. Il déclame : « Je veux vous dire de façon nette que le gouvernement n'ira pas plus loin. Il n'y aura pas d'autres négociations ». Sa colère attise la révolte.

Ballet : Madame Vert-durin reçoit en ses salons. Les écolos-maîtres danseraient-ils la java-vache ? Juste la valse des ombres. Tous veulent rester au vert paradis des balourds infantiles.

Sylvie FERNOY

(1) Un lecteur sourcilieux nous a fait remarquer récemment que le président du Medef n'est ni baron, ni d'origine noble. Son titre n'est qu'un titre d'emprunt (normal pour une famille de financiers...) que son grand-père avait jugé bon d'accoler à son nom.

Tikkun Olam

Un juif est en position pour la première fois dans l'histoire des États-Unis d'entrer à la Maison Blanche. L'avancée est possible parce qu'elle est banalisée.

Le choix du sénateur Joe Lieberman comme colistier d'Al Gore pour la vice-présidence, avec, ne l'oublions pas, droit de succession en cas de décès ou d'invalidation du président, est un événement qui a réveillé une campagne électorale endormie et qui a redonné toutes ses chances au ticket démocrate jusque-là distancé par la candidature Bush.

Si Gore est élu, l'entrée d'un juif à la Maison Blanche rappellera celle il y a juste quarante ans du premier catholique, John Kennedy. Certes Lieberman n'est pas Kennedy, mais la date aura quelque chose d'historique. L'événement ne signifie pas la victoire d'un lobby juif qui aurait plutôt quelques raisons d'appuyer le candidat républicain qui a fait plus de promesses concernant Israël. Comme la victoire de Kennedy n'a pas signifié celle de Rome, celle de Lieberman n'est pas significative pour Israël. Lieberman est un juif pratiquant qui respecte le shabbat mais il vit aux

États-Unis et réagit en Américain. Si sa candidature est intéressante, c'est parce que pour la première fois depuis la victoire de Reagan en 1980, la droite n'a plus aux États-Unis le monopole du discours religieux. La droite religieuse, à relents fondamentalistes, demeure très présente quoiqu'elle ait perdu beaucoup de son allant et que ses dirigeants soient déconsidérés. Elle est restée discrète pour ne pas gêner la candidature Bush. Elle abandonnait en quelque sorte le terrain pour peu que quelqu'un d'autre veuille s'en saisir. Ce fut l'habileté de Gore de trouver le candidat idoine pour l'occuper sans contestation possible.

Ce choix disqualifie par là même le principal thème de campagne du candidat Bush : le fameux « conservatisme compassionnel » dont nous avions dénoncé l'hypocrisie dans ces colonnes (Royaliste n° 736) : et qui revenait à une sorte de 1 % social pour les grandes multinationales au profit de quelques organisa-

tions charitables non-gouvernementales.

Que faut-il penser d'un retour du discours religieux de gauche ? S'agissant des États-Unis, on peut s'attendre à tout. Lieberman est moralement incontestable : n'a-t-il pas été le premier à critiquer Clinton lors de ses dernières frasques ? Mais aussi à approuver la guerre du Golfe comme celle du Kosovo ? L'Amérique de Gore-Lieberman risque d'être nettement plus missionnaire que celle de l'aimable hédoniste que fut Bill Clinton ou que le tout sécuritaire Bush junior. A la compassion risque de se substituer la dévotion.

Le choix qui s'offre à l'électeur américain le 7 novembre prochain devient un véritable choix de société : la charité versus la justice. « Tikkun Olam » (1), qui serait à la base du programme du candidat démocrate, vise dans un contexte hébreu, à réparer le monde, à le réformer, prétention totalement absente du programme républicain qui ne cherche au mieux qu'à l'amender.

La lutte serait belle s'il n'y avait ici et là autre chose que des mots. On ne parle autant de Dieu pendant cette campagne que parce qu'on n'a rien de vraiment concret et signifiant à mettre derrière le vocabulaire. Tout n'est en définitive que rituel.

Yves LA MARCK

(1) Tikkun Olam - École de pensée qui réunit des juifs désireux de remettre en état et de guérir le monde. Ils s'efforcent d'explorer les problèmes liés à l'identité juive, à leur activisme, au sionisme moderne ainsi qu'aux interactions entre les juifs et les autres communautés ethniques.

BRÈVES

◆ **LUXEMBOURG** - Ainsi qu'il l'avait annoncé dans son discours de Noël dernier, le grand-duc Jean de Luxembourg, âgé de 79 ans, va abdicquer le 28 septembre prochain. Ayant succédé à sa mère la grande-duchesse Charlotte en 1964, cela fera 36 ans qu'il préside aux destinées de son pays. Selon les règles constitutionnelles c'est son deuxième enfant, son fils aîné, le grand-duc héritier Henri qui va lui succéder. Le futur grand-duc, âgé de 45 ans, est marié avec la princesse Maria-Theresa d'origine cubaine dont il a eu cinq enfants. Depuis 1998, il avait été nommé lieutenant-représentant du grand-duc et associé étroitement aux responsabilités de son père. Pendant une semaine de nombreuses festivités, malheureusement attristées par le grave accident de voiture de son frère cadet, le prince Guillaume, marqueront cette passation de pouvoir.

◆ **RUSSIE** - Le concile de l'Église orthodoxe russe a décidé de canoniser le dernier tsar Nicolas II et les membres de sa famille exécutés par les bolcheviks en 1918. L'Église orthodoxe russe en exil avait, de son côté, déjà procédé à cette canonisation en 1982. La cérémonie, dirigée par le patriarche Alexis II, a eu lieu au mois d'août dans la cathédrale du Christ-Saint-Sauveur de Moscou. La décision avait fait l'objet de vives discussions au sein même de l'Église de Russie, certains ne voulant pas qu'elle soit interprétée comme un souhait de la restauration de la monarchie. En raison des dissensions internes de la famille Romanov, seule la grande-duchesse Maria, chef de famille, et son fils le grand-duc Georges assistaient à la cérémonie.

◆ **BULGARIE** - Le roi Siméon en visite dans son pays s'est rendu le 28 août, date anniversaire de la mort de son père, le roi Boris III, au monastère de Rila où il est inhumé. Le roi Boris était mort le 28 août 1943 après une entrevue orageuse avec Hitler auquel le roi, qui s'était opposé à l'envoi de Bulgares sur le front de l'Est, avait refusé son concours. Les causes de sa mort sont restées mystérieuses (sans doute empoisonné sur l'ordre d'Hitler). Son fils Siméon, âgé de 6 ans seulement, lui avait succédé sous la régence de son oncle le prince Cyrille. Mais moins de deux ans plus tard le régent était assassiné par les communistes et la famille royale contrainte à l'exil.

◆ **BHOUTAN** - Une visite qui a fait sensation à l'Exposition universelle de Hanovre est celle de la reine Ashi Dorji Wangmo Wangchuk, l'une des quatre épouses de l'actuel roi du Bhoutan. Venue visiter le pavillon de son pays, c'était la première fois qu'un membre de la famille royale effectuait une visite officielle à l'étranger.

Membre de l'Institut, professeur honoraire à la Sorbonne, ancien directeur de l'École française de Rome, Claude

Nicolet est à la fois un éminent spécialiste de la Rome antique et l'historien, trop méconnu, de l'idée républicaine en France.

C'est sur la République que nous avons ouvert avec lui, voici une douzaine d'années, un débat approfondi et très amical.

Le livre qu'il vient de publier nous permet de poursuivre une réflexion d'une pleine actualité.

Cher Claude Nicolet,

Les livres de référence n'ont pas d'âge mais il faut tout de même que nos plus jeunes lecteurs, qui seront bientôt les vôtres, sachent qu'ils étaient à peine nés quand vous avez publié votre ouvrage magistral sur « *L'idée républicaine en France* » (1). L'ayant lu avec un intérêt passionné, j'en avais publié une première critique (2) à laquelle vous aviez répondu deux ans plus tard lors d'un de nos Mercredis. Notre amical débat s'était poursuivi à France culture, et nous avions commémoré ensemble la fondation de la Première République lors d'une émission mémorable qui avait réuni, sous l'égide de Patrice Gélinet, Blandine Kriegel, Odile Rudelle, Pierre Chaunu. C'était en 1992. Depuis longtemps déjà j'incitais les dirigeants socialistes à étudier votre livre, mais en vain. Et je m'étais étonné devant vous, à la fin des « années Mitterrand », que le président de la République ne vous ait jamais accordé d'entretien en tête-à-tête alors qu'il prêtait attention aux bavardages prétentieux de tant de courtisans.

Le mot et la chose

Hélas, cher Claude Nicolet, la gauche, votre famille, paie très cher son inculture volontaire. Certes, la République est

invoquée sur tous les tons, de même que « citoyen » est devenu l'adjectif à la mode, mais l'historien du *Métier de citoyen* (3) s'amuse à juste titre de cet adjectivisation tardive, qui recouvre aujourd'hui toutes sortes de marchandises, suspectes ou manifestement avariées. Notre République ne va pas mieux : l'idée se dégrade en technique communicationnelle lorsqu'un Lionel Jospin se croit obligé, pour faire pièce au dissident du Mouvement des Citoyens, d'évoquer à vingt-huit reprises la République dans un seul et même discours !

De toute évidence, l'inflation du mot marque l'épuisement de la chose publique. Nous ne pouvons nous y résigner. Renoncer à écrire et à parler serait désespérer de la République elle-même qui est, comme vous l'avez souvent écrit, « une pédagogie ». Sur l'instruction civique, à laquelle vous consacrez une bonne part de votre livre, je ne peux vous faire part de toutes mes réactions. En voici une, cependant : dire que les enfants et les adolescents sont des « barbares » (page 167) relève d'une bien triste philosophie - celle du républicanisme de la fin du XIX^e siècle, celle de la bourgeoisie de la Belle Époque qui craignait et méprisait la prétendue sauvagerie du prolétariat urbain et suburbain. Ce n'est jamais sans graves conséquences pour la personne humaine qu'on refuse

de prendre en compte l'héritage judéo-chrétien. Mais je dois aujourd'hui m'en tenir au sujet principal, à la matière que nous avons à remettre, *stricto sensu*, en valeur : la *res publica*, la *politeia*, le souci et l'exigence du bien commun.

Sur l'urgence d'une restauration (ou si vous préférez d'une ré-institution) du Politique en tant que tel, par la recherche savante, par sa diffusion militante, nous sommes en plein accord. Mais sur l'idée à faire valoir ? Presque. Pas tout à fait.

Quelle tradition républicaine ?

Nous sommes, me semble-t-il, assez proches quant à l'histoire de la République à l'époque moderne et sur celle du républicanisme français. Ainsi j'espère que, après avoir lu votre tout récent ouvrage (4), Jean-Pierre Chevènement cessera d'opposer bloc à bloc « l'Ancien Régime » et « La République » et n'affirmera plus que, dans la société pré-révolutionnaire, chaque province édictait ses propres lois.

À propos de la constitution de 1791, vous n'avez pas tort d'évoquer (p. 46), en des termes qu'il faudrait cependant discuter un par un, « la tradition monarchique française centralisatrice, absolutiste, mais aussi égalisatrice et étatique. Ce sont les bureaux de la

monarchie qui, depuis trois quarts de siècles, bataillaient contre les « corps intermédiaires » chers à Montesquieu et brisaient les cours souveraines. Ce sont eux qui affirmaient « qu'il n'y avait point en France d'autorité supérieure à celle des ordonnances royales » ; que la souveraineté était « une et indivisible ». Et vous rappelez avec raison que c'est contre les prétentions de la papauté et contre les survivances du droit romain impérial « que le roi de France s'était affirmé « gallican » et qu'il imposait la suprématie de ses ordonnances et de ses

codes. Bref, concluez-vous, même s'il la confisquait en sa seule personne, c'est bien au nom d'une nation souveraine indépendante et unitaire qu'il parlait ». J'espère que vous serez invité à commenter ces quelques lignes lors de la prochaine université d'été du Mouvement des Citoyens, et j'ose proposer que notre amie Blandine Kriegel participe à cet exercice nécessaire.

J'apprécie non moins votre référence à la Déclaration de 1789, texte fondateur de la tradition républicaine (du moins à l'époque moderne)

mais il me paraît utile de préciser qu'il est d'inspiration et d'écriture monarchienne dans ses affirmations essentielles : « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation » ; « la loi est l'expression de la volonté générale ». Mais comme vous avez raison de souligner que c'est la constitution monarchique de 1791 qui proclame, en écho à la Nuit du 4 août, que « Il n'y a plus ni noblesse, ni pairie, [...] ; ni vénalité, ni hérédité d'aucun office public [...] ; ni pour aucune partie de la nation, ni pour aucun individu, aucun privilège. Le royaume est un et indivisible... ». Et ceci, qui nous renvoie à la question corse : « La souveraineté est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible ; elle appartient à la nation ; aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ».

L'héritage monarchique

Quant à ses principes fondamentaux, notre tradition républicaine est sans conteste monarchique et pour partie monarchienne (5) et fortement marquée par le libéralisme politique. D'où le violent paradoxe jacobin qui, après avoir éradiqué le monarchienisme et toute idée de modération politique, s'approprie la République (terrible « confiscation » !) en ruinant ses principes.

Je ne cherche pas à réchauffer de vieilles querelles, mais il me semble bien, cher Claude Nicolet, que nous sommes, nous autres royalistes, plus à l'aise dans la tradition républicaine que les tenants du républicanisme pur et parfait. C'est une grande chose que cette tradition millénaire se confonde avec toute l'histoire de France. Et c'est un bonheur de constater avec vous que la fameuse « liberté des modernes » est formulée par les penseurs du libéralisme politique, alors que le républicanisme se nourrit de la « liberté des Anciens » - et surtout de cette Rome antique qui reconnaît le citoyen, mais point l'homme en tant que tel. Un républicanisme jacobin qui détruit l'État (médiateur fonctionnel et rationnel), une modernité politique, démocratique, qui se construit difficilement contre le mythe romain cultivé par les « républicains de collège » du XVIII^e siècle, contre la nostalgie robespierriste, contre le putschisme blanquiste, voilà une conclusion troublante que vous discuterez sans aucun doute. Je ne saurais oublier vos savantes pages sur l'héritage de l'Antiquité, qui était récuse par d'authentiques républicanistes, comme Volney. Mais la citation que vous faites de cet « Idéologue » (p. 59) est à proprement parler insoutenable : « il faut, disait Volney, nous débarrasser des Grecs et des Romains comme nous sommes débarrassés des Juifs et des chrétiens ». Si on liquide la médiété aristotélicienne, la liberté « inventée » par le peuple d'Israël, l'égalité des hommes proclamée par les religions monothéistes et la définition chrétienne de la personne, que reste-t-il des principes réaffirmés par les grands ancêtres de 1789 ?

Je note d'ailleurs que vous avouez un réel embarras quant à notre héritage révolutionnaire puisque vous dotez la tradition républicaine (ou plus exactement républicaniste) de l'année 1879. Mais même cette tradition-là n'est pas pure : vous reconnaissez volontiers (p. 94) que les républicanistes de 1875 « avaient fini par se coucher avec délices dans le lit d'une constitution « orléaniste » » et que leurs héritiers de 1931 « ont adopté, sans trop d'états

d'âme, une constitution « gaulliste » ». Eh oui ! C'est un radical de gauche, François Luchaire, qui nous a présentés lors d'une réunion du comité national de soutien à François Mitterrand en 1988. Je m'y sentais tout à fait à ma place, aux côtés de ceux qui avaient accepté l'œuvre des monarchistes libéraux du XIX^e siècle et la monarchie élective du général de Gaulle. Vos fortes pages sur Rousseau, sur Condorcet et sur les Idéologues mériteraient bien des commentaires mais je ne veux pas perdre de vue les questions urgentes. Même si le néo-jacobinisme peut faire illusion quelque temps, il me semble que la vieille tradition républicaniste est épuisée et qu'il nous faut repenser la République en levant des ambiguïtés redoutables qui portent sur le concept de souveraineté, sur l'homme et le citoyen, sur le peuple et la nation (6). Contrairement à ce qu'affirment les prétendus pragmatiques, notre vie politique ne renaitra que si nous poursuivons, les uns et les autres, notre effort de réflexion. Dans ces mêmes colonnes (7), Blandine Kriegel nous disait récemment que, pour construire la citoyenneté républicaine, « il faut commencer par refaire la généalogie de la modernité ». « Continuons à faire la philosophie de la République démocratique ! » s'exclamait-elle en concluant notre entretien. Nous pouvons tous deux, cher Claude Nicolet, souscrire à ce mot d'ordre.

Bertrand RENOUVIN

(1) Claude Nicolet - « *L'idée républicaine en France*, Essai d'histoire critique (1789-1924) » - Gallimard, 1982 - prix franco : 159 F.

(2) cf. « *La République au roi dormant* » - Hachette, 1985, 4^e partie, chapitre I - prix franco : 90 F.

(3) cf. C. Nicolet - « *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine* » - Gallimard, 1976 - prix franco : 145 F.

(4) « *Histoire, Nation, République* » - Éditions Odile Jacob, 2000 - prix franco : 160 F.

(5) cf. l'article de Robert Griffith : « *L'héritage monarchien dans la France contemporaine* » dans notre revue *Cité* n° 34 - prix franco : 40 F.

(6) La prochaine session organisée par l'IFCCE (21 et 22 octobre à Angers) sera consacrée au Peuple.

(7) cf. *Royaliste* n° 725, 22 mars-4 avril 1999.

LETTRE OUVERTE

Notre tradition républicaine



◆ Claude Nicolet aux Mercredis de la NAR en mai 1988.

Souveraineté politique

Dirigée depuis un an par Luc de Goustine, notre revue *Cité* paraît désormais de manière régulière. On apprend, on s'informe, on s'amuse. Ne boudez pas ces plaisirs !

Plaisir ! Vous avez dit plaisir ? Pourtant, rien de plus rébarbatif, en apparence, qu'un numéro consacré à la « souveraineté politique ». Certes, le thème est à la mode. Mais justement, nous sommes accablés de grands mots, de formules, de concepts, de slogans que les politiciens et les gens de médias jettent en vrac à l'opinion publique. Souverainisme, souveraineté de la nation, souveraineté nationale, souveraineté du peuple : les « pragmatiques » qui prétendent nous gouverner rivalisent dans l'abstraction bavarde, tout en détruisant ou en laissant dépérir la souveraineté effective. D'où la nécessité primordiale d'une clarification. Laissons de côté le « souverainisme », couverture rapiécée du nationalisme autoritaire, Bertrand Renouvin reprend les définitions, précise les modes d'exercice, et rétablit les distinctions - entre souveraineté et légitimité, entre pouvoir et autorité - qui permettent de poser les termes du débat. De fait il y a débat, et même crise. Examiné par B. La Richardais, le courant antisouverainiste est puissant et conquérant. Il contribue à la démission intellectuelle et politique qui explique le recul de la nation souveraine devant les normes juridiques européennes magistralement examinées par Hervé Rumin.

Autre sujet d'inquiétude, dans l'ordre juridique : la destruction du droit social, au nom de l'idéologie du marché, par un patronat qui veut profiter de l'affaiblissement voulu de l'État pour imposer l'injus-

tice de ses normes. L'article de Philippe Arondel éclaire opportunément les actuelles discussions sur la « refondation sociale ».

A ces solides éléments de réflexion, viennent s'ajouter les contributions de Robert Griffiths sur l'héritage des monarchiens dans la France contemporaine, la surprenante étude de Dominique Inchauspé démontrant de manière fort savante que le fameux *habeas corpus* relève plus du mythe que de la réalité, et la présentation du Mémoire d'histoire que Laurence Debray a consacré à la relation entre la politique extérieure et la légitimation du roi Juan Carlos.

On apprendra aussi, grâce à Luc de Goustine, qu'il y a du nouveau dans l'affaire du Vase de Soissons (dossier ouvert en 486, à propos d'une urne pas cassée mais seulement cabossée), et on découvrira, grâce à l'énigmatique Criton des Alpes, pourquoi Malthus ne pouvait pas être l'inventeur de la capote anglaise et en quoi les économistes « libéraux » anglais furent plus proches des socialistes et des premiers communistes que des idéologues du Marché. Le numéro se termine par une rafraîchissante chronique historique de Jocelyne Buche.

On s'abonne pour un prix modique.

Annette DELRANCK
Cité, n° 34, « La Souveraineté » - 40 F le numéro ; seulement 140 F l'abonnement annuel.

Affronter la misère

Séchez vos larmes de crocodile, quittez les tribunes caritatives, cessez de prendre la pose compassionnelle : à la dure école du père Wresinski on apprend que la misère implique un engagement de tout l'être et exige des solutions politiques.

Le livre que Marie-Pierre Carretier consacre à Joseph Wresinski (1) n'appartient pas au genre hagiographique. En bonne journaliste, la biographe du père Joseph se borne à raconter une vie, à expliquer la signification et le prolongement d'une oeuvre collective, dont le père Wresinski fut le premier auteur, l'ardent propagandiste, et qui se continue avec Geneviève de Gaulle.

Une vie. Celle d'un fils d'immigrés polonais, né à Angers en 1917 et qui vécut toute son enfance dans la misère : Joseph subit le froid, la faim, la xénophobie, son père déserte le foyer. Tous les éléments sont réunis pour que le petit Wresinski ne puisse échapper au plus noir des destins. Mais l'adolescent est un chrétien intelligent et décidé. Après une brève adhésion au Parti communiste, il entre à la JOC, envisage de devenir pâtissier, mais choisit la prêtrise. Très vite, son évêque l'envoie au bidonville de Noisy-le-Grand.

Une oeuvre. C'est à Noisy que naît le mouvement ATD-Quart Monde. L'action qui se mène dans cet enfer n'est pas à classer au rayon des « bonnes oeuvres » : on n'y participe pas pour soulager épisodiquement sa mauvaise conscience, pour le douteux plaisir de plaindre les pauvres gens, pour disserter sur le caractère

rédempteur de la souffrance. Avec le père Joseph, on s'engage pour délivrer, on milite pour libérer, on consacre sa vie à un combat révolutionnaire pour l'application rigoureuse des principes proclamés par la Déclaration de 1789 et le Préambule de 1946 : égale dignité de chaque être humain, droit immédiat au bien-être matériel, au travail, au savoir, mais aussi droit à la beauté - celle des oeuvres humaines, celle de son propre corps. L'histoire de la manucure du camp de Noisy, qui vaut à elle seule l'achat du livre, est exemplaire d'une action commencée dans l'extrême détresse et qui conduisit le père Wresinski à la tribune de l'ONU et au Conseil Économique et Social où il présenta et fit adopter son rapport décisif sur la grande pauvreté, aux effets positifs mais trop limités. Il ne suffit pas de faire reculer la misère - qui d'ailleurs ne recule pas. Le Père Wresinski disait que « l'avancée d'une démocratie se mesure à l'avancée du plus démuné de ses membres ». Nous ne sommes pas encore en démocratie. Les raisons de la colère demeurent. Elles poussent à s'engager.

Jacques BLANGY

(1) Marie-Pierre Carretier - « La misère est un péché - Biographie de Joseph Wresinski » - Robert Laffont, 2000 - prix franco : 131 F.

L'effacement de l'avenir

Depuis la publication de la *Force du préjugé* (1988), Pierre-André Taguieff s'est affirmé comme un des vrais penseurs de notre temps, par sa rigueur, l'acuité de ses analyses, mais surtout par une exigence philosophique qui lui permet de dominer son sujet. On lui sait gré d'avoir pensé l'antiracisme en dénonçant ses ambiguïtés parce qu'il s'est haussé à la vraie compréhension de l'exigence éthique et métaphysique qui rend l'homme supérieur à ses différences physiques. Le voici aujourd'hui dans une nouvelle recherche de longue haleine pour atteindre le noeud de contradictions où s'épuise une modernité qui ne peut plus croire à l'avenir radieux prédit par les Lumières mais qui n'en est pas moins agitée par le tourment d'une mobilité aveugle, parce que dépourvue de projet et d'espoir.

On ne pouvait désigner plus exactement la question première d'une pensée politique aujourd'hui masquée par le libéralisme folâtre qui empêche partout de réfléchir sérieusement. Une citation de Kafka pourrait, l'espace d'un éclair, faire comprendre le secret de l'actuel désarroi : « *Le peuple de la Bible est le rassemblement d'individus par une loi. Or les masses d'aujourd'hui résistent à tout rassemblement. Elles tendent à s'éparpiller du fait qu'aucune loi ne les régit intérieurement. Voilà le moteur de leur incessant mouvement. Les masses se hâtent, elles courent, elles traversent l'époque au pas de charge. Pour aller où ? Et d'où viennent-elles ? Personne ne le sait. Plus elles marchent, et moins elles atteignent un but. Elles usent vainement leurs énergies. Elles pensent avancer, mais elles ne font que marcher sur place et tomber dans le vide* ». En d'autres termes, elles y vont sûrement, mais sans savoir où elles vont. Nous retrouvons ainsi l'extrême vanité du discours contemporain sur le changement sans cause et sans substance. Taguieff a trouvé le juste mot pour épingle cette vanité : *mouvementisme*, le culte du changement pour lui-même.

Ce *mouvementisme* renvoie au discours omniprésent de la mondialisation et de la nouvelle économie : « *La valorisation de la mobilité, de l'adaptabilité et de la flexibilité, inséparable des nouvelles formes du capitalisme redéployé, est sortie du monde de l'entreprise - où règne la norme de la flexibilité maximale pour réorienter les valeurs et les normes de l'ensemble des secteurs du monde sociétal - jusqu'à toucher la famille* ». Comment ne pas déduire que la logique de tout cela nous renvoie à la fin du politique, un politique qui est nécessairement en relation ontologique avec la conduite volontaire d'un destin en recherche d'une finalité, d'un sens ? Et ce sens s'inscrit dans un temps non éclaté, où le présent n'est pas abandonné à sa pure indétermination, informé qu'il est par son passé et éclairé qu'il est sur un futur dont il perçoit le gain. Il est vrai que l'économie est censée désormais répondre à tout. « *La thèse économiste fondamentale, à savoir que le destin de l'humanité est écrit dans l'ordre économique-financier, fait bon ménage avec une seconde figure idéologique du fatalisme historique moderne, le technicisme, fondé sur la croyance que les progrès techniques ou les innovations technologiques (concernant*

notamment l'information et la communication) sauveront le monde, et ce, de façon automatique ». Georges Friedmann, aussi bien que Raymond Aron, avait dénoncé l'illusion de cette confiance magique.

Bien souvent, cet abandon au technicisme trouve son alibi dans une rhétorique démocrate. Mais qu'est-ce qu'une démocratie qui renonce à la volonté de construire ensemble ? Tocqueville avait déjà dénoncé la tentation inhérente à une certaine civilisation, lorsqu'il parlait d'une démocratie qui « *brise la chaîne et met chaque anneau à part* ». En se livrant « *au hasard journalier de leurs désirs* » et en « *renonçant entièrement à obtenir ce qui ne peut s'acquiescer sans de longs efforts* » les individus ne sauraient « *rien fonder de grand, de paisible et de durable* ».

On peut remarquer au passage que l'obsession actuelle qui conduit au raccourcissement du mandat présidentiel français à cinq ans trouve sa seule raison dans le *mouvementisme*, l'abandon inconsidéré à une mobilité qui ignore la loi du temps. La destruction des institutions s'inspire du même rejet du politique, justifié par une rhétorique qui laisse croire mensongèrement que l'on accorde plus à la citoyenneté au moment même où on détruit sciemment la capacité du politique à dominer le temps. Et ce qui nous reste de classe politique cache son indigence à reprendre sans cesse ce refrain d'une modernité et d'un futurisme auxquels il serait vain de barrer la route.

Pierre-André Taguieff nous donne la possibilité de surmonter toutes ces contradictions, au moyen d'un effort de problématisation philosophique dont le propre est de tout considérer par le haut sans jamais abandonner aucun des soucis concrets d'aujourd'hui. Bien au contraire, ces derniers se trouvent-ils élargis, problématisés de telle façon qu'ils échappent au caractère magique du discours actuel. Pour cela, il nous entraîne dans un livre fleuve, bourré de références qui sont bien autres choses que des manies d'érudit. Il s'agit d'aller au bout de tout ce que la recherche offre à sa disposition, afin de ne rien laisser dans l'a-

peu près, notamment à propos de ces problèmes si fondamentaux que la pensée molle évacue, tels la persistance des nations et le rapport du politique à l'expertise technique. Sur le premier point, Taguieff reprend l'énigme de la mondialisation marchande et de la fragmentation ethnonationaliste du monde, en insistant sur le fait que le renoncement à la nation comme communauté politique débouche sur le déchaînement du nationalisme sauvage et qu'à vouloir s'abandonner à un progrès égalisateur on risque de favoriser la pire hypothèse. Avec le retour à la perspective directe des conflits armés, le pessimisme historique s'impose à nouveau. L'actuelle insistance sur les valeurs de la République, même si elle se fige dans une dialectique un peu jacobine, a le mérite de mettre l'accent sur le retour à la communauté politique, héritière et citoyenne, celle qui veut échapper au destin invisible pour élaborer un avenir construit.

Mais le livre de Taguieff est tout entier soulevé par l'inspiration philosophique dont nous parlions et qui lui permet de penser l'essentiel avec les philosophes et écrivains qui ont mûri une voie hors de la systématisation hégélienne. Alors que s'éloigne la croyance au meilleur des mondes au terme d'une trajectoire conduite par un progrès continu, nous devons enfin accéder à cette sagesse où le sens de l'avenir rejoint la grande prudence aristotélicienne, celle qui ne consent à aucun abandon de l'essentiel en construisant patiemment un avenir qui ressemble au plus beau de nos ambitions humaines.

Pierre-André Taguieff - « L'Effacement de l'avenir » - Galilée - prix franco : 255 F.

Mystère

Jacques Baudou nous invite à découvrir un pan méconnu de l'histoire du récit policier dans une étude rigoureuse où chaque chaîne du paysage radiophonique est décortiquée. Cinq décennies durant lesquelles les auditeurs purent frémir ou exercer leur sagacité à l'écoute de ces brefs mystères parlés.

Quelques-uns des mythes de la littérature populaire accèdent ainsi à la radio et le public fut captivé par les exploits d'Arsène Lupin, Fantômas, Sherlock Holmes ou Nick Carter. Le théâtre radiophonique suivit le goût du lectorat en matière de récit policier, le début des années soixante voyant l'émergence du récit d'espionnage très en vogue à l'époque. On notera cependant que le roman noir ne fit qu'une apparition tardive sur les ondes à l'initiative de France-culture.

L'ouvrage nous permet de redécouvrir des talents aujourd'hui oubliés : producteurs, adaptateurs ou metteurs en ondes dont les oeuvres radiophoniques enthousiasmaient le public.

On se souviendra que les années 50/60 furent l'âge d'or du théâtre radiophonique proposant des séries variées, chaque chaîne ayant sa spécificité. Puis la télévision détrôna la radio et le récit policier ne survit plus que par à-coup sur les locales de Radio-France ou sur France-culture.

Trois chapitres étudient les séries relevant du merveilleux, du fantastique et de la science-fiction, rappelant que la radio ne négligea aucun des genres d'une littérature populaire de qualité.

Bruno DIAZ

Jacques Baudou - « Radio mystères, le théâtre radiophonique policier » - Encreage, prix franco : 250 F.

Une femme et son Dieu

Francine de Martinoir, après avoir suivi les traces de Caterina Fieschi Adorno, Catherine de Gênes (1), se mesure cette fois à Catherine de Sienne, Caterina Benincasa (2). Au XIV^e siècle du Grand Schisme, l'une était une aristocrate tournée vers la Renaissance, l'autre, « pauvre, célibataire, presque illettrée », a vécu dans le surnaturel.

Dire que la biographe « se mesure » à la sainte n'est pas faux si l'on considère la profondeur de l'engagement que supposent l'étude et l'essai de compréhension d'une personnalité aussi rare, aussi forte, et aussi longtemps incomprise. Il est vrai que l'attention prêtée aujourd'hui aux vies de femmes nous apporte, entre mille scories, une grâce particulière, celle de redécouvrir à neuf d'immenses figures et de s'interroger sur les raisons qui les ont fait souvent méconnaître : jeu de miroir qui en dit long sur l'ouverture d'intelligence des scripteurs mâles et leur capacité à rendre compte de l'ineffable cœur à cœur de la femme et de son Dieu.

Francine de Martinoir décrit en voyageuse passionnée la Sienne de l'enfance de Catherine : dans cette ville gibeline - favorable à l'Empereur plus qu'au Pape - à peine sortie de la grande peste et prise d'une ivresse carnavalesque, à peine s'étonne-t-on de voir Catherine naître vingt-troisième sur les vingt-cinq enfants d'une mère exubérante et sensuelle. La maison du père teinturier où la fillette n'occupait guère de place personnelle existe toujours, entièrement consacrée maintenant à la sainte, mais on peine à imaginer psychologiquement la nais-

sance en elle du « sujet autonome » dans la promiscuité colorée, odorante, étouffante de cette ruche urbaine.

De fait, ce sera dehors, dans la lumière éblouissante d'une promenade, qu'aura lieu la première rencontre avec le Christ vêtu de blanc. Dès lors, les expériences limites se succèdent, visions, lévitations, extases, prémonitions incommunicables aux frères et aux parents, qui forgent dès l'enfance une adoratrice amante de Dieu sous les traits du Christ Pantocrator, maître de l'Église. Que la peur du Démon et de la sensualité naturelle ait, comme l'écrit Duby, servi aux mâles pour couper les ailes aux femmes peut expliquer la répression dont la jeune Catherine fait l'objet de la part des siens, n'était-ce que son père discerna lui-même au-dessus de sa tête, un jour, la colombe qui signait la vocation exceptionnelle de son enfant, et y fit droit.

On suivra donc ensuite la future tertiaire de saint Dominique dans ses tentatives pour dompter ses désirs jusqu'au mariage mystique qui la renvoie à la charité envers le monde des hommes : après tant d'aversion pour la chair, l'amour de Catherine sera totalement incarné humainement, voire politiquement, dans le sillage de l'Invisible.

La suivre docilement, comme l'auteur nous y invite, en acceptant de considérer comme réel même les prodiges qui lui paraissent évidents, sachant que l'incrédulité à l'égard des êtres offerts au surnaturel n'était pas moindre à son époque qu'à la nôtre, et même nettement plus périlleuse, car à Sienne sévissait alors la vigilante Inquisition. Il eut suffi qu'un ami ou parent (ce sont les pires !) la dénonçât. Au lieu de quoi, femmes et hommes, religieux et béguines, se groupaient autour d'elle, la mettant certes à l'épreuve de mille façons mais extrayant d'elle de fulgurantes lumières. Jusqu'au dernier pape limousin, Grégoire XI, qui l'accueillera à sa cour d'Avignon, entendra ses encouragements pour retourner à Rome, puis fondera sur elle ses espoirs de se concilier les Florentins avant sa mort brutale en 1378. C'est à Rome, parmi les émeutes et les déchirements qui préludent au Grand Schisme d'Occident, que meurt à son tour Catherine de Sienne, en avril 1380.

Le portrait que dessine d'elle Francine de Martinoir n'élude rien de la femme, et aussi peu que possible de la sainte ; il laisse intacte la question de la foi qu'il pose pourtant dans toute sa dimension humaine. A celui ou celle qui lit aujourd'hui de « traverser les apparences » en se laissant lui-même traverser par l'amour comme Catherine.

Luc de GOUSTINE

(1) Catherine de Gênes ou la joie du Purgatoire - Lattès, 1995 - prix franco : 120 F.

(2) Catherine de Sienne ou la traversée des apparences - éd. du Rocher, 1999 - prix franco : 120 F.

QUINQUENNAT

La campagne pour le référendum sur le quinquennat est quasiment inexistante. Cela ne nous a pas empêché, dès le début août, de nous manifester.

D'une part nous avons édité des papillons autocollants aux slogans variés et plusieurs milliers d'entre-eux ont déjà été collés. Ils sont très visibles (couleur rouge-orange fluo). Nous les vendons par planche de 24.

Tarif :

- la planche : 7 F franco
- à partir de 3 planches : 4 F franco la planche
- à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

D'autre part nous avons ouvert un site internet spécifique (<http://www.quinquennat-non.fr.st/>) qui reprend les principaux points de notre argumentaire contre le quinquennat et les articles parus à ce sujet. Nous vous incitons non seulement à aller visiter ce site mais surtout à le faire connaître auprès de vos amis.

NAR en TEXTES

Chaque année depuis 1981, ont été votées par les adhérents de la NAR, lors de nos congrès, des motions fixant les positions de notre mouvement sur les grands sujets d'actualité. Rassemblés en deux brochures ces textes forment un corpus qui explique et éclaire le projet politique de la NAR.

♦ La NAR en textes (1) - congrès 1981-1991 - prix franco 10 F.

♦ La NAR en textes (2) - congrès 1992-1999 - prix franco 10 F.

Aidez-nous :

adhérez à la NAR !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

CITÉ

Le numéro 34 de notre revue trimestrielle Cité est paru au début de l'été avec pour thème général « La souveraineté ». Annette Delranck en fait une présentation en page 8 de ce numéro de Royaliste. Cité bénéficie également d'un site internet spécifique (<http://revue-cite.ctw.net>) sur lequel vous trouverez le sommaire détaillé de ce numéro ainsi que ceux des numéros précédents. Le prix du numéro est de 40 F franco. Mais nous se saurions trop vous recommander de vous abonner (140 F pour un an) cela vous permettra de bénéficier encore de ce tarif spécialement modeste... mais qui va être appelé à changer dans quelques semaines. Aussi ne tardez pas !

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Souscription

Coeur haut et fortune basse !

Dans notre précédent numéro, paru avant les vacances, nous remercions nos lecteurs d'avoir, grâce à une mobilisation remarquable, permis d'atteindre et même de dépasser l'objectif que nous avions fixé pour notre souscription annuelle. Depuis cette parution, début juillet, nous sont encore parvenus des dons et nous publions ici une dernière liste de souscripteurs. Cela nous donne encore une occasion de vous redire MERCI du fond du cœur.

Yvan AUMONT

7^e liste de souscripteurs

David Arnaud 100 F - Jorge Soley-Sans 500 F - Patrick Barrau (2ème versement) 200 F - Françoise Baudin 300 F - Henri Brunel 50 F - Michel Bugnon-Mordant 160 F - Arnaud Chaballier 50 F - Philippe Dechartre 500 F - Bruno Diaz 300 F - Georges Dorso 95 F - Stéphane Esquerre 50 F - Michel Godefroid 100 F - Alain Goeau 100 F - Laurent Goulard 500 F - Marc Hédelin 75 F - Isabelle Houdart 50 F - Françoise Joffrieau 100 F - Guillaume Kopp 150 F - Jacques Lambalais (2ème versement) 50 F - Jean Laujol de La Fage 150 F - Jean-Louis Legoux 430 F - Raymonde Legros 200 F - Hervé Massart 150 F - L.M. (Marne) 100 F - Jean-François Maurel 500 F - Y.P. 43 F - Yolande de Prunel 500 F - Le juge Michel (4ème versement) 500 F - Florent Rapeau 50 F - Jacques Roué-Daeron (2ème versement) 150 F - Alain Saint Paul 200 F - Jean Sur 250 F - Jacques Thelen 200 F - David J. Evans 250 F - G.T. 38 F - Max Woelflé 200 F.

Total de cette liste : 7 341 F

Total précédent : 65 666 F

Total général : 73 000 F.

LIBRAIRIE

Rappel : Notre service librairie est à votre disposition pour vous procurer tous les livres dont vous pouvez avoir besoin et aux meilleures conditions. Profitez-en !

MERCREDIS DE NAR

Nos réunions des Mercredis de la NAR reprendront le mercredi 4 octobre à 20 h. Nous invitons nos amis de la région parisienne à venir prendre contact à cette occasion.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

VOTEZ NON !

Il faut voter non au référendum du 24 septembre. Pour des raisons politiques et juridiques fondamentales, que nous n'avons cessé de faire valoir (1). Mais aussi parce que nous sommes confrontés, depuis le début de cette misérable opération, à un système d'imposture et de mensonge.

C'est maintenant un fait avéré : on a menti, à droite comme à gauche, au *Monde* comme à *Libération*, lorsque, sondages brandis, on a répété pendant vingt ans que la réduction de la durée du mandat présidentiel était une réforme populaire, ardemment souhaitée par une écrasante majorité de Français. On a menti, et on admet implicitement son mensonge lorsque, sondages de l'été en main, on reconnaît que les Français éprouvent une indifférence massive à l'égard de la question posée.

Ce premier mensonge s'accompagne d'une manipulation éhontée. Sans craindre le paradoxe, on nous assure, sondages à l'appui, que ces Français massivement indifférents seraient, dans leur écrasante majorité, partisans du quinquennat. Bien sûr, les experts en opinion, aussi savants que les médecins de Molière, distinguent gravement entre des abstentionnistes supposés, rejetés dans le néant, et des intentions de vote. Mais ils ne tiennent pas compte du fait que ces votes virtuels sont exprimés par des « sondés » (non par des électeurs) qui sont généralement tenus dans l'ignorance des enjeux de la consultation. Dans cette ronde grotesque, où les sondeurs trompent des commentateurs qui abusent les sondés, on se moque évidemment de la prudence scientifique en général,

de la véritable sociologie en particulier, et on impose à l'opinion publique une caricature de décision, qui dénature le débat démocratique et qui fausse le choix des électeurs.

La réflexion et la décision des citoyens sont d'autant plus difficiles que la campagne sur le référendum se réduit à de pitoyables prestations réglementaires sur les chaînes publiques, accompagnées du passage-éclair, dans l'audiovisuel privé, de quelques personnages invités en raison de leur notoriété. Quelques minutes pour certains partisans du non, quelques bribes des rares discours des partisans du



oui, qui font une campagne minimaliste avec des têtes de troupiers à la corvée. Jamais les élites (les élus du peuple souverain) n'ont autant méprisé le peuple et la démocratie. Jamais, depuis soixante ans, elles ne se sont roulées avec autant de complaisance dans la veulerie.

Ce mépris va d'ailleurs croissant. Selon Alain Duhamel (1), chien de garde bien informé, on théorise actuellement à l'Élysée sur l'américanisation de notre vie politique : les votants constitueraient un noyau central composé de Français actifs, cultivés, compétents, alors qu'à la périphérie les incultes, les pauvres et les indifférents se

réfugieraient dans l'abstention. Après avoir aggravé la fracture sociale, on accepterait donc, en haut lieu, la fracture politique. Cette pseudo-analyse constitue une ignominie. On refuse d'informer le peuple, et on se plaint qu'il ne soit pas éveillé. On professe au nom du pragmatisme la haine de toute pensée, et considère de manière hautaine l'inculture supposée des citoyens. Qu'on ne plaigne pas si les Français qui subissent lucidement ce mépris en viennent à sympathiser avec ceux qui se révoltent, quels qu'ils soient.

Dans cette ambiance délétère, dans ces conditions insensées, il faut avoir un culot d'acier, ou faire preuve d'une inconscience totale, pour affirmer que le quinquennat sera « plus démocratique », « plus moderne » et « plus républicain ».

Qu'en est-il de la démocratie, si elle se réduit au choix contraint entre quelques personnages qui veulent le pouvoir sans exercer leurs responsabilités politiques - quand ils ne décident pas d'un commun accord de violer la Constitution comme ce fut le cas lors de la guerre du Kosovo ?

Qu'est-ce que cette modernité jamais définie par une classe dirigeante qui se moque du suffrage universel - conquête de la *Libération* - et qui s'emploie à détruire la République gaulienne, laquelle représente un formidable progrès survenant après un siècle et demi de désordre institutionnel ? Et qu'est-ce que la République, souci collectif et raisonné du bien commun, si une oligarchie plus ou moins corrompue pratique le culte du sondage, professe l'idéologie de la communication et se soumet à la tyrannie du marché ?

Non, cent fois non à la régression !

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. notre site sur la Toile : <http://www.quinquennat-non.fr.st>

(2) *Libération* du 8 septembre.